

DECLARATION DES FEDERATIONS DES FINANCES CGT, FDSU, CFDT, UNSA

Le Gouvernement Villepin confirme, ces derniers jours, sa volonté d'amplification et d'accélération d'un processus de déréglementation sociale généralisée.

Dans la même logique, il déploie une politique de régression des moyens affectés à la Fonction Publique d'Etat, qu'il s'agisse des salaires, des emplois et des crédits de fonctionnement, ce non seulement pour l'année 2006 mais aussi pour les années à venir.

Le Ministre de la Fonction Publique, s'inscrivant dans cette logique, s'en tient à une seule et unique augmentation de 0,5 % de la valeur du point d'indice pour toute l'année 2006, ce qui revient à organiser une baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires, y compris donc pour les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

L'augmentation salariale de 1,8 % dans la Fonction Publique pour l'année 2005, qui demeure notablement insuffisante n'a été obtenue que par la forte mobilisation des fonctionnaires durant cette même année.

Le seul langage que comprend le Gouvernement est celui de l'action !

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, CFDT, UNSA appellent donc à l'organisation d'assemblées générales de personnel pour décider partout de l'action incluant la grève et la participation aux manifestations organisées localement le 2 février prochain.

**Agissons toutes et tous ensemble
le 2 février prochain !**

Paris, le 25 janvier 2005.